Gérard Bergeron (1922-2002)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1971)

“Le Québec aura-t-il deux, trois, quatre ou cinq partis politiques ?”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Gérard Bergeron

“Le Québec aura-t-il deux, trois, quatre ou cinq partis politiques ?”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Claude Ryan, Le Québec qui se fait, pp. 231-238. Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, 311 pp.

[Autorisation formelle accordée, le 12 avril 2005, par Mme Suzane Patry-Bergeron, épouse de feu M. Gérard Bergeron, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Gérard Bergeron]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 23 juin 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Gérard Bergeron (1971)

“Le Québec aura-t-il deux, trois,
quatre ou cinq partis politiques ?”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Claude Ryan, **Le Québec qui se fait**, pp. 231-238. Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, 311 pp.

Gérard Bergeron (1971) ¹

“Le Québec aura-t-il deux, trois, quatre
ou cinq partis politiques ?”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Claude Ryan, **Le Québec qui se fait**, pp. 231-238. Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, 311 pp.

Au lendemain de l'enlèvement de James Cross, deux esprits aussi différents que Jean-Paul Desbiens et René Lévesque tiraient une conclusion exactement identique : chose certaine, le Québec ne sera désormais plus le même (La Presse et Le journal de Montréal, Québec, le 7 octobre 1970). Puis a commencé l'escalade de l'horreur dans la disproportion même des événements : l'enlèvement de Pierre Laporte ; l'insoutenable suspense collectif sur le sort de deux hommes ravalés à la condition d'otages pour le plus odieux des chantages ; l'appel à l'armée pour appuyer trois polices débordées, exténuées et affolées dans un match, dissymétrique au point de n'avoir pas lieu, avec de minuscules forces de subversion ; l'artillerie lourde juridico-morale du salut public sous le parapluie de la loi des mesures de guerre ; le meurtre de Pierre Laporte dans des conditions laissant supposer une tentative désespérée de fuite ; enfin, l'adoption de la loi Turner, dite d'ordre public, avec ses jolis principes de rétroactivité et de culpabilité par association.

¹ *Avocat d'un rassemblement des forces démocratiques sous J'égide du parti libéral au temps de Duplessis, Gérard Bergeron se fit remarquer des lecteurs du Devoir par une série d'analyses publiées sous le pseudonyme d'Isocrate. Depuis ce temps, il a publié de nombreux ouvrages dont une thèse monumentale de doctorat à Paris sous le titre « Le fonctionnement de l'État ». Depuis de nombreuses années, M. Bergeron est professeur au département de science politique de l'université Laval.*

À l'horreur à son comble lors de l'annonce du meurtre du ministre Laporte succéda le malaise épais de la peur diffuse, ambiguë, omniprésente. Il en reste encore quelque chose. Il en restera toujours quelque chose à cause de la possibilité d'une résurgence du terrorisme, ou de la simple croyance en cette possibilité. Et même, de la menace de l'application ordinaire des mesures extraordinaires de la loi de l'ordre public... C'est ainsi que deux poignées de terroristes ont tué jusqu'au principe de la liberté politique par des moyens qu'aucune cause ne saurait transcender. Surtout en une condition politique générale ne rendant ces moyens pas plus utiles que nécessaires. Internationaliser la cause de l'indépendance au Québec ? C'est déjà fait : certain « samedi de la matraque » en octobre 1964 et un cri fameux du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal en juillet 1967 avaient déjà mondialisé l'aspiration d'un « Québec Libre ».

Depuis « les événements d'octobre » tout le monde essaie de s'y retrouver, de s'ajuster à des conditions inédites et, pour certains, de se garer contre d'éventuelles retombées politiques. Ce n'est pas la peur généralisée, totalement inhibitive -n'exagérons rien ! -, c'est la perception que la peur politique est désormais entrée dans les mœurs d'un des pays les plus libres au monde - ce qui n'est pas une exagération ! Et l'on me demande de traiter de la « tendance au multipartisme permanent ou du retour au bipartisme » ... En un moment où la grande question est : Où s'aligne Qui ?, ce n'est certes pas le lieu de savantesses analyses sur un des thèmes préférés des politicologues. Ce serait plutôt le temps, si l'on en avait les moyens d'information, de procéder à une typologie de nos terroristes selon le modèle du sociologue Jose Moreno, comme le proposait récemment mon collègue de l'université de Toronto, James Eayrs (« Analysing terrorism. », The Montreal Star, le 30 novembre 1970).

Si « rien ne sera plus comme avant », il est possible que le tableau de nos partis -québécois en devienne radicalement changé, d'autant qu'il était en cours de transformation récente. Pour l'instant, ce tableau m'apparaît plus brouillé que jamais. Tout peut se clarifier d'ici les 31/2 ans qui nous séparent de l'élection de 1974, à moins que le cours des événements ne précipite une consultation populaire, peut-être sous la forme d'un référendum sur l'indépendance, qu'évoquaient hier encore MM. Bertrand et Marchand. Quelle était la position relative de nos partis québécois avant l'affaire Cross-Laporte ? En ayant traité ailleurs ² tout juste auparavant, je

² Dans Le Magazine MacLean de novembre 1970. Le passage qui suit les astérisques (« Comme dans... ») jusqu'aux astérisques suivants (« ... des trois oppositions. ») est la transcription de cet article : « Deux partis en quête de leaders », sous la rubrique AU RISQUE D'ETRE D'ACCORD.

transcrit ce texte, en référence duquel on peut tenter de mesurer le degré de brouillage actuel.

« Comme dans la pièce d'anti-théâtre de Pirandello, Six personnages en quête d'auteur, l'Union nationale et le Parti Québécois sont en quête de leader. Et cela se passe dans une ambiance d'anti-politique, assez fréquente ces temps-ci sous nos climats ...

« L'Union Nationale peut-elle fonder sur autre chose que son passé ses titres à durer ? Une relance n'est pensable que si le parti peut faire la preuve d'une nouvelle utilité dans un paysage politique tout transformé, en grande partie, par sa carence. Grugée à droite par les Créditistes, débordée à gauche par les Péquistes, l'Union Nationale ne doit d'être encore le parti de l'opposition officielle que par les capricieux sortilèges de notre alchimie électorale, plutôt neutre à son endroit alors qu'elle produisait des effets maléfiques pour le Parti Québécois et bénéfiques pour le Crédit Social. Entre ces deux partis, l'Union Nationale sera coincée. Le plus fort de nos tierspartis, celui qui a le plus de passé, semble avoir moins d'avenir que les deux autres. Lequel sera le second parti dans un système dont le bipartisme paraît être la loi d'airain ?

« Porteurs de nouveautés politiques, le Parti Québécois et le Crédit Social peuvent se maintenir comme tiers-partis à travers d'autres tourbillons électoraux. L'Union Nationale ne le peut pas. Depuis trente-cinq ans, elle était la seule équipe alternative au pouvoir quand elle ne l'occupait pas. Ne remplissant plus cette fonction avec l'évidence de naguère, elle risque de n'avoir pas de fonction du tout. Une règle de système semble déjà s'appliquer : un parti second (au pouvoir ou seul dans l'opposition), glissant au rang de tiers-parti, n'a qu'une chance très faible de remonter à son niveau de sécurité. Crise de leadership ? Si l'on veut, mais plutôt effet que cause. jamais le principe de l'existence de l'Union Nationale ne s'est posé tant qu'elle était « la seule équipe alternative au pouvoir ».

« Les libéraux profitent de cette situation inédite de notre politique où il n'y a pas de second parti, mais trois tiers-partis. La conjoncture depuis le 29 avril ne semble pas plus favoriser l'Union Nationale que la règle de système que je viens d'évoquer. Bien sûr qu'il est encore trop tôt pour tenir hors de la course ce qui reste de l'ancienne machine duplessiste, pour l'instant enlisée dans la rigole que sa maladroite astuce de hâter l'élection avait commencé à creuser. Mais ce parti ne connaît pas une crise de leadership de même nature que celle des Libéraux après la défaite de 1966, ou que celle que les Conservateurs fédéraux commencent à connaître. Ce qu'on appelle sa « crise idéologique » est d'abord le reflet du jeu du système où le parti n'est plus l'autre joueur, unique ou clairement désigné. Il lui reste à se changer à défaut de pouvoir changer la nouvelle règle du

jeu. Se changer suffisamment, c'est au risque d'éclater. Insuffisamment, il est déjà doublé par les Péquistes et Créditistes.

« Dans des conditions normales, c'est-à-dire de bipartisme, il faut que le leader d'un parti au pouvoir ait un tempérament de dompteur et celui d'un parti dans l'opposition, l'âme d'un pirate. Dans les conditions actuelles, le successeur de M. Bertrand devra plutôt avoir l'instinct du braconnier pour chasser sur les domaines interdits de l'indépendantisme et du créditisme. Mais ne sera-ce pas là confirmer l'ambiguïté dont le parti déclare vouloir sortir ?

« La suite de l'analyse, c'est en termes de candidats possibles au leadership de M. Bertrand qu'il faudrait pouvoir la mener. C'est trop tôt. Le point de départ de l'analyse du Parti Québécois, c'est tout au contraire la personnalité de René Lévesque. Non pas un parti qui s'est donné un leader, mais un homme politique, du type individualiste forcené, s'est trouvé à devoir se donner un parti. D'où l'importance de sa conférence de presse du mois d'août, lorsqu'il a mis en question sa « rentabilité ». Cet homme n'est pas que rentabilité, mais il est la rentabilité même. Il a rendu pensable, estimable le principe de la souveraineté-association ; il a officialisé l'idée de l'indépendance ; il a rendu structuré et vivace un tiers-parti, désormais aussi fort que sa « rentabilité ». Pourquoi son doute personnel ?

« Bien sûr des raisons Personnelles. L'homme est fatigué jusqu'au surmenage prolongé. Lui qui n'a jamais eu de patron doit être le patron, agissant à rebours de son tempérament. En outre, il a toujours été l'homme qui cherche, même s'il cherche en fonçant. Comme tous ceux qui cherchent, il doute... ; mais il est entouré de gens qui ont trouvé, du moins sans avoir cherché comme lui. Et un leader qui doute ... Mais son doute a encore rapport au système, ou à deux systèmes.

« Au système électoral, qui a amenuisé la force parlementaire de son parti, mais surtout au système social-ethnique du Québec. Même si on a pu lui reprocher pas mal de fling flang verbal, cet idéaliste est avant tout profondément démocrate. Et ce sera sa grandeur de tenter démocratiquement l'indépendance. Mais cela suppose que le jeu démocratique soit possible, -qu'il puisse continuer à l'affirmer devant celles de ses troupes qui nourrissent l'appétit de l'indépendance par des instincts suicidaires inconscients.

« Cela suppose aussi que les Anglophones du Québec soient « dans le coup ». Or, ils ont dit non le 29 avril ; et tout le monde devait s'y attendre. Lui pense Indépendance et Association ; beaucoup de ceux qui l'entourent pensent et disent : « Après nous (Indépendants) le déluge... » ; on s'occupera de l'Association après. Lui pense que l'Indépendance sans

l'Association est une catastrophe. D'où sa hargne contre l'Establishment anglophone et M. Robarts. Les Québécois anglophones sont la caution d'une Indépendance avec Association. Or, M. Robarts a dit que l'Ontario n'y consentirait jamais à l'Association. M. Lévesque croit que M. Robarts livrait le fond de sa pensée, qui n'est pas une donnée négligeable. D'où son profond malaise que M. Lévesque qualifiait de « politico-moral ».

« Dans son parti, on ne retient pas M. Bertrand ; mais dans le sien on s'agrippe aux basques de M. Lévesque. Dans les deux cas, ces leaders responsables craignent l'aventure, le premier quand il partira, le second s'il reste. Mais si M. Lévesque partait, l'aventure risque de devenir débri-dée.

« Il est possible que l'Union Nationale soit promise à une existence symbolique qui est une forme de mort lente. Ou qu'elle éclate en trois tronçons : du côté de l'option fédéraliste des Libéraux, de celui de l'Option Québec, du côté de ceux qui vont se retirer du circuit politique devant cet impossible choix. Ou qu'elle ait une faculté de rebondissement encore inconnue : comment sous-estimer la classe politique des organisateurs unionistes qui ont réussi ce chef-d'oeuvre de tactique électorale d'avoir enlevé, comté par comté, la victoire de 1966 ? Il se peut que le Crédit Social n'ait qu'un avenir limité. Mais il n'est pas sûr qu'en leur fervente improvisation les Créditistes aient fait leur plein de « votes négatifs » le 29 avril. Ce parti aura eu au provincial comme au fédéral l'utilité de convoyer des inquiétudes qui ne peuvent s'exprimer autrement. Or, comme les leaders de l'U.N. et du P.Q. étalent leur angoisse...

« Il est des doutes plus nobles que de fausses certitudes, même s'ils s'expriment dans un langage bougon et dépressif. Les doutes de MM. Bertrand et Lévesque rejoignent l'inquiétude profonde d'un Québec à l'attente d'un destin vivable pour avoir chance d'être meilleur ensuite. Comme chefs de parti, ils craignent peut-être de voir s'élever le monstre du marais des trois oppositions. »

Le « monstre » qui s'est élevé n'était pas du tout celui auquel on pouvait penser. Il avait le groin du sanglier qui charge à tort et à travers comme lorsqu'il se sent traqué. Mais était-il strictement imprévisible ? Avec le résultat de la consultation du 29 avril, défranchissant tellement de votes indépendantistes, on pouvait craindre que les extrémistes nous préparent a long hot summer. Nous l'eûmes à l'époque de l'été des Indiens sous un ciel d'une luminosité éclatante de début d'octobre. (Au tout début du Manifeste du FLQ, il était fait allusion au scrutin du 29 avril, à la défaite du PQ et de son chef, qu'on citait).

Des trois partis d'opposition, l'Union nationale fut le moins loquace, le plus réservé. A croire, après l'enlèvement de M. Cross et ce dimanche matin suivant la nuit atroce de la découverte du cadavre de Pierre Laporte, que le parti n'avait qu'un porte-parole officieux, M. Jean-Noël Tremblay ...

M. Bertrand s'en est expliqué avec dignité après la tourmente. Il aurait pu avoir à vivre le calvaire moral de M. Bourassa. Plus récemment, M. Bertrand s'appliquait, en un pep-talk, à ranimer ses troupes décimées. La parenthèse fermée des « événements d'octobre », c'est le 29 avril qui fut leur traitement de choc. En sont-elles remises ? Le problème du leadership reste majeur. M. Jean-Guy Cardinal, qui semblait avoir la succession en main, n'a plus foi en la sécurité du bateau qu'il aurait pu commander. Manifestement, il explore certaines eaux plus aventureuses au cas où... Il avoue son indécision. M. Mario Beaulieu a lancé la seule idée nouvelle, qui semble a priori folle et dont il s'efforce -le petit livre de l'économiste Rodrigue Tremblay arrivant à point nommé - de présenter comme sage : celle d'un Marché commun Québec-Etats-Unis. Ni folle ni sage, l'idée mérite considération ; mais le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle soulève de plus nombreux et énormes problèmes que ceux auxquels elle prétend répondre. De toute façon, c'est un étendard presque trop flamboyant dans une course au leadership d'un parti qui n'a jamais fait une forte consommation d'idées novatrices. MM. Masse et Loubier ont déjà annoncé leur candidature, en attendant que M. Jean-Noël Tremblay en fasse autant ? Rien à dire de particulier, si ce n'est qu'ils ne se voient d'avenir politique que dans le futur aléatoire de l'Union nationale. À cet égard, qu'ajouter à ce que j'en disais plus haut ? Le sort de l'Union nationale dépend de la vitalité intrinsèque des deux autres tiers-partis. Ce parti est celui des quatre qui a le moins été touché par les événements d'octobre ; mais ce n'est pas une garantie de pérennité, à moins que ...

À moins que ... la grande inconnue individuelle de notre politique québécoise rentre en force : M. Claude Wagner. De retour sur les bancs de la magistrature par la bonne grâce de l'Union nationale, il nourrit son « complexe de Colombey ». Devant les Libéraux qui lui préfèrent M. Bourassa, il avait clamé : « Wagner en 1970 ou Lévesque en 1975 ». Il y a quelques semaines, il déclarait à M. Nelson Labrie, du Soleil (le 9 décembre, 1970) : « Que je sois juge, citoyen, député, je suis toujours le même homme, toujours concerné, toujours disponible à ce que peuvent me demander mes concitoyens ... Lorsque la population souveraine décide qu'elle veut telle chose, l'homme public doit, lui, dire : je suis disponible ». Qui sera le premier preneur de cette « disponibilité » ? L'Union nationale en quête d'un leader ou les Créditistes tout fiers de « leur Camil », comme lui l'est de lui-même ? Déjà, des Créditistes lorgnaient du côté de M. Wagner après que les Libéraux l'eussent laissé pour compte.

Et c'était une hypothèse quand même farfelue que l'imposition in extremis et abracadabrante de M. Yvon Dupuis par M. Caouette lui-même ! Mais le poste à la direction des Créditistes est occupé et des chroniqueurs ont eu l'élégance de dire que le leader créditiste avait été une heureuse surprise à l'Assemblée nationale - compte tenu de ce à quoi on pouvait s'attendre ! C'est un autre bon point pour M. Samson de ne s'être pas livré, lors des événements d'octobre, à des déclarations en forme de « peloton d'exécution » comme en commit son « père politique », M. Caouette. Mais comme « Réal » semble malade, qu'on parle déjà de sa succession, le jeune « Camil » aurait peut-être toutes ses chances sur la grande scène fédérale. Quoi qu'il en soit, à défaut du parti libéral (sans écroulement de M. Bourassa), M. Wagner consentirait à être l'objet du troc dont M. Cournoyer passant aux Libéraux était le premier échange et se laisserait faire douce violence pour être le « gros candidat » à la succession de M. Bertrand. Et, à défaut du leadership des Libéraux ou de l'Union nationale, dans cette super-urgence de Law and Order, la « disponibilité » de M. Wagner ne lui ferait peut-être pas dédaigner la direction des Créditistes dont la wagnérisation est passablement avancée.

je sais bien, je spécule ... ; mais c'est mon sujet. La disponibilité bilatérale, mais non ambivalente, de M. Wagner permettrait une relance de l'Union nationale en une version duplessiste seconde période ; ou encore, à la tête des créditistes wagnériens, ce parti pourrait devenir une formidable machine avec l'apport de tout ce qui décrocherait de l'Union nationale si celle-ci ne survivait que de façon symbolique et sans fort leadership. Ce n'était pas ce résultat que les auteurs du manifeste du FLQ visaient. ... Mais les terroristes nous auront mis devant cette éventualité, désormais pensable ³.

Pendant la crise prolongée, je n'ai jamais réussi à déterminer à quel destin politique individuel les ravisseurs de MM. Cross et Laporte Ont fait le plus de tort : à M. Lévesque ou à M. Bourassa. L'un et l'autre, en leur rôle diamétral, ont été les visages les plus humains de cette effroyable tragédie. Des proches de M. Lévesque nous assurent qu'il connaît un regain de vitalité. Il ne jongle plus avec ses doutes, ne s'interroge plus sur sa « rentabilité » : « les événements » ont rechargé ses « batteries ». Plus que jamais s'il partait, l'aventure indépendantiste deviendrait débridée. Il faut qu'elle reste canalisée par les voies démocratiques du Parti québécois et avec l'actuel leader, tant qu'il sera irremplaçable. De ce point de vue,

³ Au moment de livrer cet article au Devoir, je prends connaissance de la déclaration du juge Wagner du 10 décembre, qu'il qualifie de « claire » et qui est un petit chef-d'oeuvre d'ambiguïté. Manifestement, il se réserve et voudrait qu'on ne l'oublie pas...

quelle que soit son option politique, on doit reconnaître que, dans le prévisible, il est aussi indispensable que M. Bourassa à Québec et M. Trudeau à Ottawa. Cela peut aussi se dire : que ce dernier n'abuse pas de ses pouvoirs extraordinaires et que le premier ministre québécois préconise une véritable réforme du régime électoral. Par-delà le fling-flang verbal, M. Lévesque reste un indispensable défenseur de l'ordre démocratique : ce devrait être suffisant pour que nos deux premiers ministres reconnaissent l'utilité, au moins actuelle, de ce loyal adversaire, même se radicalisant. Des journalistes qui ont observé la dizaine de congrès régionaux du PQ rapportent qu'à l'hébertude, puis à la peur qu'a suivie certain flottement, succède une période de ressaisie des Péquistes. Ils récupéreraient assez vite du coup d'assommoir que les gens du FLQ leur avaient asséné. A la suite de ces congrès qui ont permis de préciser la ligne socio-économique du programme, M. Lévesque confiait : « Il n'y a pas eu de virage à droite. Pourquoi y en aurait-il eu ? Nous étions déjà fort modérés ». Ne remplirait-il que cette fonction indispensable d'une gauche sociale aux Libéraux que le PQ vaudrait d'exister. Son existence même fait la preuve que l'indépendantisme n'égale pas strictement rapt, explosions, coups de main, pagaille généralisée.

M. Bourassa nous a avertis que nous aurions à nous habituer au terrorisme. je crains qu'il ait raison ; mais, comme il faut être optimiste, je crois que « ça ne recommencera plus ». Sa part immédiate, peut-être décisive, c'est la réforme du système électoral. L'hiver sera dur et c'est devenu presque aussi urgent que de s'approcher le plus possible des 100,000 emplois. Cet homme a connu, avec les proches de Pierre Laporte, le plus affreux des cauchemars éveillés. Il voulait sincèrement sauver la vie de son collègue bras droit et opposant de naguère au leadership. Avec un cabinet divisé, un ministre de la justice plus près de la « ligne dure » du gouvernement d'en haut et de celui d'en bas, il a fait le maximum humainement possible. Nous comprenons son insistance, quoiqu'elle soit en train de devenir suspecte, sur l'unité de son cabinet pendant la crise. Le seul homme qui sorte vraiment grandi de cette période troublée est M. Castonguay : sa constance à régler « son » problème des médecins lui avait déjà valu une profonde considération. Un seul discours après la tourmente a donné la preuve que, non seulement il n'avait pas perdu les pédales, mais encore qu'il était capable de situer l'épisode tragique dans le contexte plus large de l'avant et surtout de l'après pour qu'il n'y ait plus d'alibi socio-économique à de telles horreurs.

Passons vite sur la menace du « gouvernement parallèle » que les historiens politiques de l'avenir qualifieront peut-être de « canular politique » du siècle. C'est déjà suffisant qu'on ait pu se rendre compte qu'un État, devant un coup dur et absolument dissymétrique, c'est une poignée de personnes qui se consultent au téléphone en plein déchirement ; ce

sont des lgislateurs absents et dont on peut se passer ; ce sont des fonctionnaires qui ne peuvent justement plus « fonctionner » ; c'est une police surmene et aux abois ; c'est une arme qu'on appelle pour jouer le rle de la police. Comme « le Roi nu », l'tat nu, c'est la fois beaucoup et peu de monde ... Et ce n'est gure beau voir.

Le seul lment qui dcomprime un peu la situation oppresse qui se prolonge, c'est que M. Cross ait finalement eu la vie sauve. a ne prouve que ceci : que les gens du FLQ ne tuent pas ncessairement.

La « leon » ? - Nous allons tre terriblement entre nous, Qubcois, pour dcider bientt quelle demeure politique nous voulons habiter avant d'en notifier la dcision ceux d'ailleurs.

Mais elle ne nous dit pas si deux, trois, quatre ou cinq partis politiques y trouveront logement. C'est trop tt pour voir.

Fin de l'article.